

LA FRANCE ATTRIBUE FORMELLEMENT À L'APT28 DU GRU DES CYBERATTAQUES MENÉES DEPUIS 2015

Le 29 avril 2025, la France a pour la première fois formellement attribué au GRU russe, agissant par l'intermédiaire d'APT28, une série de cyberattaques contre des entités françaises. Parmi ces affaires figurent le sabotage de la chaîne TV5Monde en 2015 et les tentatives de déstabilisation de l'élection présidentielle française de 2017. La déclaration mentionne également le ciblage par APT28 d'une organisation participant aux Jeux olympiques de Paris 2024.

UKRAINE EVIDENCE HUB
AU-DELÀ DE L'UKRAINE
AU 15 OCT. 2026

DEGRÉ DE PREUVE

ATTRIBUTION OFFICIELLE

Un gouvernement, un procureur, l'UE, l'OTAN ou un organe de l'ONU a formellement désigné la Russie, ses services ou ses forces soutenues par l'État. Il s'agit d'une position de cette autorité, non d'un jugement.

QUI L'A ÉTABLI

Déclaration du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, 29 avril 2025, fondée sur les constatations techniques de l'ANSSI.

DERNIÈRES NOUVELLES

L'attribution est maintenue.

SOURCES

- B** France Diplomatie – Russie : attribution de cyberattaques contre la France au service de renseignement militaire russe (APT28) · 2025-04-29
<https://www.diplomatie.gouv.fr/en/presse-et-ressources/decouvrir-et-informer/actualites/russie-attribution-de-cyberattaques-contre-la-france-au-service-de-renseignement-militaire-russe>
- C** BleepingComputer – La France attribue aux pirates russes d'APT28 12 cyberattaques contre des organisations françaises · 2025-04-29
<https://www.bleepingcomputer.com/news/security/france-ties-russian-apt28-hackers-to-12-cyberattacks-on-french-orgs/?mid=1>

CE QUE NOUS DEMANDONS DES ÉTATS MEMBRES

- Attribuer conjointement et porter la question devant le Groupe de travail à composition non limitée des Nations Unies sur la sécurité du numérique.
- Appliquer le régime de sanctions cyber de l'UE aux unités responsables.
- Partager les indicateurs et renforcer la résilience des infrastructures critiques.

Le statut suit quatre degrés de preuve : décision de justice · attribution officielle · mis en accusation · soupçonné (les cas soupçonnés ne figurent que sur la page en ligne). Niveau A = juridictions, organes de l'ONU, organisations internationales · B = gouvernements, parquets · C = médias et enquêteurs. Rectificatifs : evidence@ukraine-evidence.org



page en ligne ·
rectificatifs